

## Quand tout va mal...

La “réforme” des retraites mettra essentiellement à contribution les salarié-es, contraints, en plus des mesures qui les pénalisent déjà (hausse des cotisations, allongement de la durée...), de compenser l'allègement de cotisations de la branche famille, consenti par le gouvernement aux entreprises... Les jeunes, les femmes et les retraité-es en paieront une note particulièrement salée.

Le **projet de budget 2014** s'inscrit dans la même logique : 9 milliards de coupes pour les 3 fonctions publiques déjà éreintées, 5 milliards dans le budget de la sécu... Le tout aux frais des ménages, qui plus est avec relèvement de l'impôt le plus injuste qui est la TVA. Les entreprises sont une nouvelle fois épargnées. Car, de “pause fiscale”, il n'en est pas question pour les classes moyennes et populaires qui ne perçoivent plus le sens citoyen de l'impôt tant l'injustice sociale est criante. La “révolution” fiscale n'aura pas lieu, pas plus que la lutte contre la fraude ou l'évasion fiscale, la “réforme” fiscale promise par Hollande ne fera-t-elle qu'entériner encore davantage les inégalités croissantes de notre société ?

La politique conduite par le gouvernement Ayrault s'inscrit dans le cadre contraint imposé par l'UE, auquel il a fait allégeance en ratifiant le TSCG l'an passé. De cette adhésion politique découle des méfaits prévisibles : réduction imposée des dépenses publiques, réformes obligatoires de la protection sociale, mesures à même de rassurer les marchés et d'épargner les puissants... et tant pis pour le peuple ! La pauvreté augmente partout en Europe.

### **Education : ministère prioritaire ?**

La première “vraie” rentrée pour Peillon est tout sauf une réussite flagrante : quelques postes et beaucoup d'élèves en plus, une Ecole du Socle toujours d'actualité et des chantiers en cours qui ne laissent pas grand espoir de voir un projet donnant naissance à l'école que nous voulons. Les assises de l'Education Prioritaire sont conçues pour ne pas donner la parole aux personnels et ne sont donc, au mieux, qu'un leurre.

## ... Il faut préparer l'affrontement

Sur la question des salaires, sur l'emploi, sur la protection sociale et la fiscalité, nous ne pouvons approuver les orientations du gouvernement. Pour cela, il nous faut construire des rapports de forces et travailler au rassemblement des salariés. La situation actuelle est particulièrement inquiétante. La grève du 10 septembre a eu le mérite d'exister et de montrer une première résistance. Mais l'incapacité des directions syndicales à lui donner une suite d'une ampleur suffisante augure mal d'une éventuelle victoire. Il faut peser pour que cesse ce jeu entre les grandes centrales syndicales, peser pour que la FSU prenne ses responsabilités et interpelle CGT et Solidaires pour aller vers de nouveaux rendez-vous de grèves et de manifestations unitaires et interprofessionnelles pour faire pièce à toutes les mesures antisociales de ce gouvernement.

**L'équipe nationale Ecole Emancipée au SNES c'est :**  
**Laurent Boiron, Céline Boudie, Sylvain Marange, Elisabeth Hervouet,**  
**Olivier Sillam, Marie-Cécile Périllat, Nolwenn Pontoizeau.**



### **L'ÉCOLE ÉMANCIPÉE**

C'est également une **revue syndicale et pédagogique**  
au cœur des luttes de l'éducation et du mouvement social.  
**Abonnez-vous ou réabonnez-vous (30€ par an selon revenus)**



## Rentrée : perseverare diabolicum...

La rentrée 2013 nous avait été présentée comme l'ultime « rentrée Chatel », celle de 2014 allait enfin être une « rentrée Peillon », une rentrée de gauche ! Les créations de postes, mesure emblématique pour le gouvernement, qui marque effectivement une rupture avec les années Sarko, sont cruellement insuffisantes et ne permettent même pas d'absorber la hausse démographique : les classes sont plus surchargées que jamais. Pire, c'est toujours la même conception rétrograde de l'école qui est à l'œuvre au ministère. Le socle commun est toujours l'objectif à réaliser, entérinant une école à deux vitesses, une partie des élèves étant condamnée à terminer leur scolarité après la 3ème. Pour faciliter cet objectif la loi d'orientation instaure un cycle unissant la 6ème aux années de CM1 et CM2. A quand des services partagés imposés aux collègues ? Dans le même temps, aucune liaison 3ème/2nde n'est évidemment prévue.

Au lycée, même constat : aucune remise en cause des réformes imposées par Darcos et Chatel, si ce n'est des allègements en histoire-géo. Rien de nouveau en langues vivantes malgré les difficultés soulevées l'an dernier. Au collège, en dépit des promesses, la note de vie scolaire n'a pas encore été supprimée.

Aucun changement non plus pour les col-

lègues, toujours privés d'une formation digne de ce nom, et en prime la création et la mise en place catastrophique des ESPE !

Pour les non-titulaires, le concours réservé mis en place par la loi Sauvadet s'est souvent traduit par une sinistre mascarade, certains collègues ayant été admis au concours...avant d'apprendre qu'ils ne remplissaient pas les conditions pour le passer !

Peillon annonce pour cette année l'ouverture de plusieurs « chantiers » dont le premier va être consacré à la refonte de l'Education Prioritaire. La consultation qui débute au mois d'octobre apparaît d'ores et déjà instrumentalisée. L'objectif final est déjà présent dans le rapport du CIMAP : concentrer les moyens sur quelques établissements en excluant beaucoup d'entre eux du dispositif. Aider, un peu, les très pauvres en prenant...aux pauvres !

Face à une politique qui ne change en rien, le discours syndical ne peut être différent : plus que jamais il faut construire la mobilisation des collègues pour imposer d'autres choix en matière d'Education dans l'intérêt des élèves, de leurs familles et des personnels.

## Education prioritaire

Le bilan de 30 ans d'éducation prioritaire (EP) est décevant. La plupart des études montrent que les inégalités repartent à la hausse. Car, la logique compensatoire des premiers temps, «donner plus à ceux qui ont moins» (ZEP), a cédé la place à l'approche naturalisante du «chacun ses talents» (ECLAIR).

Le ministère prétend refonder l'EP, lui qui a prolongé les ECLAIR, et lance des Assises qui doivent préparer la réforme au moyen d'une "consultation prétexte" des personnels. Nous y porterons notre opposition au dispositif ECLAIR qui renforce les hiérarchies et met les personnels en concurrence, à la territorialisation de l'école qui l'éloigne du cadre commun et l'enferme dans des considérations utilitaristes en lien avec les «bassins d'emplois», à la contractualisation, ou encore à des

déclassements massifs synonymes de perte de moyens.

Le Snes et la FSU mènent campagne pour que la relance de l'EP soit fondée sur le «tous capables» et le principe du «donner plus à ceux qui ont moins» et ressortent les revendications traditionnelles : redéfinition de la carte de l'EP sur des critères sociaux et scolaires, label unique, recentrage sur les apprentissages, effectifs abaissés, temps de concertation dans les services, formation, raffermissement de la carte scolaire, etc.

Reste que le mouvement syndical doit aller plus loin s'il veut mobiliser les personnels largement gagnés par le doute. Car même là où les effectifs sont modestes et les équipes très mobilisées, les résultats sont médiocres. Non pas que les élèves ne comprennent rien...

Les occasions sont quotidiennes de vérifier le contraire. Mais c'est souvent à l'oral et sur des questions précises. Que faire donc pour mettre durablement en réflexion les élèves, pour les amener à produire des écrits consistants, pour leur donner la possibilité d'un travail personnel régulier?

Il faut révéler la véritable puissance du travail en équipe comme démultiplicateur de solutions pédagogiques. Définir le temps de service qu'il convient d'y consacrer. Reposer la question de la coopération entre les élèves. Identifier les situations qui conduisent à des malentendus scolaires et ce qui dans les prescriptions institutionnelles détourne les élèves de l'essentiel (le socle mais pas que...). Et donner l'espace et le temps aux élèves de s'acquitter des phases d'appropriation des savoirs par l'étude et

des productions personnelles.

Par ailleurs le débat dépasse la question des ZEP. En effet, les difficultés affectent des élèves des quartiers populaires mais pas seulement. L'idée d'une gradation des moyens est évidemment à creuser mais aussi celle d'une généralisation des décharges pour le travail en équipe en lien avec la recherche, dans l'optique d'une démocratisation globale du système. Cela aurait en outre le mérite d'éviter le faux débat sur les primes-promotions-bonifications et la coupure entre ZEP et non-ZEP qui ne favorise pas les solidarités entre les personnels.

## **Elèves du 93 : tous capables de réussir !**

Face à des conditions de rentrée toujours aussi difficiles et qui aggravent les inégalités avec le reste du territoire, les personnels d'éducation de Seine-Saint-Denis étaient en grève et dans la rue le jeudi 19 septembre. Ils répondaient à l'appel de la FSU, de la CGT éducation, de Sud éducation et des fédérations de parents et de lycéens pour un plan de rattrapage et de développement pour l'éducation dans le département. Rappelons-nous qu'en 1998, une lutte avait permis d'obtenir davantage de moyens.

Avec 3 000 élèves supplémentaires à la rentrée, les postes attribués sont loin de couvrir les besoins et le manque de remplaçants se fera sentir très vite. D'où le recours massif aux contractuels : ils sont 1 550 dans le 2nd degré sur le département. La précarité est un problème central qui rejoint celui du blocage des salaires tant vivre et se loger est cher en région parisienne. Les seuils des effectifs de classe sont dépassés dans de nombreux endroits et il restait toujours des élèves non affectés en septembre faute de place. Et puis la mise en place des rythmes scolaires dans cinq communes laisse présager une profonde dégradation de la qualité du service public, à voir le chaos qui s'est installé dans ces écoles.

Les taux de grévistes étaient très variables selon les villes et les réalités locales, le SNUipp annonçant 30%. La manifestation a tenu ses promesses, mobilisant 3 000 personnes dans les rues de Paris, jusqu'au Ministère, où les organisations

syndicales ont été reçues la semaine suivante. Il leur a poliment été dit que le 93 restait une priorité mais aucune revendication concrète n'a été satisfaite. Cette journée ne doit pas rester lettre morte. Le projet de réforme de l'éducation prioritaire est un enjeu de mobilisation important. 50% des écoles et établissements sont labellisés et beaucoup d'autres méritent de l'être.

A tous les niveaux, les militant-e-s de l'école émancipée ont œuvré pour que la mobilisation soit une réussite, pour l'articuler à celle contre la réforme des retraites et les politiques d'austérité et pour qu'elle débouche rapidement sur une nouvelle journée de grève. Faute de mieux, la journée des assises académiques sur l'éducation prioritaire constitue le prochain objectif en novembre pour construire la grève. D'ores et déjà, des grèves et des manifestations d'éducateurs, de professeurs et de parents contre l'application de la réforme des rythmes scolaires essaient et sont très suivies dans certaines villes. La Seine-Saint-Denis a besoin de moyens pour lutter contre les inégalités, ses revendications ne sont pas coupées des luttes nationales. Si la mobilisation y prend des rythmes particuliers, étant données les conditions de travail et d'étude dans le département, les politiques menées par le gouvernement concernent l'ensemble des académies et les batailles doivent se mener à une échelle la plus large possible.

Ecole Emancipée SNES 93

## Peillon et la formation : le grand bluff !

Malgré la communication permanente du ministre à ce sujet, il n'y a pas de vraie rupture. Certes, il y a eu des mesures dans le cadre de la loi de refondation, mais, contrairement aux promesses, aucune amélioration en vue : les EAP, dispositif flou et mal payé, financé sur le budget des aides spécifiques à la préparation au concours supprimées depuis, et les contractuels admissibles au concours 2014 anticipé sont de pures variables d'ajustement face à la grave crise de recrutement de la profession et apparaissent comme le symbole d'une entrée dans le métier par la précarité.

Les stagiaires restent à temps plein ( moins 3h) cette année, et une partie sera à mi-temps l'an prochain, mais avec une baisse de salaire de 20% ! Les autres ( ex-contractuels admissibles ) seront à temps plein, sous prétexte qu'ils auront déjà été devant des classes ! On voit bien que le modèle de formation pour le ministère est une formation "sur le tas", comme le confirme la mise en place des

ESPE sans moyens et dans la précipitation, au cours de laquelle les rectorats et leurs corps d'inspection tentent de renforcer leur mainmise sur les personnels issus des ex-iufms et d'imposer leur pouvoir sans partage avec les représentants syndicaux.

Il y a urgence à contester publiquement le budget de l'éducation, et à revendiquer une augmentation importante des postes pour que tous les stagiaires, sans exception, débutent à tiers temps à la rentrée prochaine, ce qui est le mandat du SNES. De plus, pour l'EE, une refondation de la formation permettant de lutter contre la crise de recrutement et pour la démocratisation scolaire passe par la remise en cause de la « masterisation » à la sauce Peillon, au profit d'un recrutement par concours à bac +3, suivi d'une formation universitaire de qualité aboutissant à la délivrance d'un master.

## Prochain congrès du SNES-FSU

Du 31 mars au 4 avril 2014 se tiendra à Marseille le prochain congrès du SNES-FSU. Il sera l'objet de plusieurs enjeux pour redynamiser le syndicalisme dans notre secteur. On y retrouve les quatre thèmes habituels : Thème 1, l'éducation, Thème 2, les personnels, Thème 3, protection sociale, droits et liberté, international, Thème 4, syndicalisme. Cette fois-ci se rajoutera un Thème inaugural traité uniquement en plénière le jour de l'ouverture du congrès et qui devrait définir l'orientation politique du syndicat.

Le congrès mandatera le SNES sur divers sujets : quelle attitude face à l'école du socle version Peillon ? Comment résorber la précarité ? Le positionnement du SNES dans la FSU ? Quel sens donner à la laïcité ? Autant de sujets qui font polémique entre la tendance École Émancipée et la majorité Unité et Action du SNES. Mais surtout, doit-on, comme le fait le SNES depuis l'élection de François Hollande, se contenter d'apporter la

contradiction dans des groupes de travail initiés par le ministère ou faut-il enfin reconstruire un véritable syndicalisme de lutte avec la défense sans concession de ses mandats comme le retour à 2/3 de décharge pour les stagiaires ?

L'École Émancipée SNES organise un stage de préparation au congrès les mardi 10 et mercredi 11 décembre prochains. Ce stage est évidemment ouvert à tou-te-s celles et ceux qui sans partager l'intégralité de nos positions, pensent qu'il faut donner une orientation plus offensive à notre syndicat face à un gouvernement qui n'en est plus à un reniement près. On débattrà sur deux jours des différents thèmes du congrès. On peut s'inscrire au stage en passant par la voie hiérarchique au plus tard un mois avant son début.

Par ailleurs, nous lançons un appel à candidature pour être sur la liste École Émancipée nationale pour ce congrès. Il s'agit par là même de faire vivre le pluralisme au sein du SNES.

*L'école Emancipée c'est aussi un site :*  
[www.ecoleemancipee.org](http://www.ecoleemancipee.org)

Pour nous contacter :  
[elisabeth.hervouet@snes.edu](mailto:elisabeth.hervouet@snes.edu)